



**Syndicat Unitaire des Personnels  
des Administrations Parisiennes**

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

## La politique de Macron, stop ou encore ?

**3 premiers ministres en un an, 5 en 3 ans !**

Depuis 2022, Macron n'a pas de majorité à l'Assemblée nationale. Ses premiers ministres successifs ont imposé leur politique avec des dizaines de 49-3. La retraite à 64 ans a été imposée contre l'avis de l'immense majorité des salarié.es et celui du parlement.

**Aux élections de 2024, Macron a été battu.** Depuis, il a nommé 3 premiers ministres en un an...pour faire la même politique !

Résultat : Lecornu démissionne. **Macron (environ 2/3 des personnes interrogées demandent sa démission) cherche de nouveau un « nouveau 1er ministre »...**

Lecornu n'entendait pas changer de politique : à part une **taxe ridicule sur le patrimoine financier** il voulait encore baisser des impôts sur les entreprises et faire **des coupes budgétaires de 35 à 40 milliards** sur les dépenses sociales (éducation, santé, aides sociales (allocations familiales, adulte handicapé, logement, bourses...), collectivités locales...).

Lecornu voulait aussi défiscaliser et baisser les cotisations sociales sur les heures supplémentaires c'est-à-dire inciter les salarié.es à « **travailler plus pour gagner plus** » et ce au détriment du budget de l'Etat et de la sécurité sociale !

Conclusion : Macron refuse toute mesure de rattrapage après des années de destruction sociale : **ni abrogation de la réforme des retraites, ni vrai impôt sur les ultra-riches, ni hausse des salaires**, des allocations et des pensions, mais de nouveaux sacrifices pour la population et les salarié.es !

## Imposer une autre répartition des richesses, vite !

**Les grandes entreprises** (Total, LVMH...) reçoivent des aides considérables : au total **270 milliards par an**, 8 561 euros par seconde !

L'an dernier, la Cour des comptes chiffait les **exonérations de cotisations sociales pour les patrons à plus de 80 milliards par an** (le déficit de la sécu était de 15 milliards).

**Ces cadeaux creusent les déficits** et la dette et sont le prétexte pour détruire la protection sociale et les services publics.

Sous prétexte de réduire le « trou » de la sécurité sociale (créé par les cadeaux aux patrons), **toutes les protections sociales sont attaquées (arrêt maladie, retraite, assurance chômage...)**

Pour alimenter les caisses de la sécurité sociale et de l'Etat (avec plus de cotisations et de rentrée fiscales), il faut mettre fin à toutes ces exonérations sans conditions, taxer les ultras riches. Il faut **créer des emplois dans les services publics, augmenter les salaires** (SMIC, point d'indice). Il faut aussi **mettre fin aux jours de carence** (public privé), rétablir la **retraite à 60 ans** et le remboursement sécu à 100%, permettre l'égalité salariale femmes / hommes.

**Macron, ta politique on n'en veut pas !**